

BE-A0525_723204_807048_FRE

Inventaire des archives de la Commune de Branchon. Dépôt 2022 (1830-1977)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:	5
Consultation et utilisation	6
Conditions d'accès	6
Conditions de reproduction	6
Histoire du producteur et des archives	7
Producteur d'archives	7
Nom	7
Historique	7
Compétences et activités	8
Organisation	9
Archives	10
Historique	10
Acquisition	11
Contenu et structure	12
Contenu	12
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins	12
Finances et fiscalité	12
Patrimoine	13
État civil	13
Population	13
Élections	14
Affaires militaires	14
Travaux publics	15
Enseignement	15
Bienfaisance ou assistance publique	15
Culte	16
Langues et écriture des documents	16
Sélections et éliminations	16
Accroissements / compléments	16
Mode de classement	17
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS	19
I. Généralités	19
A. Conseil communal	19
1 - 4 Registres aux délibérations. 1830-1976	19
B. Collège des bourgmestre et échevins	19
5 - 7 Registres aux délibérations. 1865-1894, 1938-1977	19
II. Organisation et personnel	20
A. La commune en tant qu'entité administrative	20
B. Organisation et membres du Conseil communal	20
C. Personnel des services	20
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements	20
2. Dossiers du personnel communal	20
14 - 18 Dossiers relatifs aux nominations. 1941-1975	20
III. Patrimoine	22
22 - 23 Livres-sommiers des biens. [1966], [1972]	22
IV. Finances et fiscalité	23
A. Généralités	23
B. Comptabilité du secrétariat	23

C. Comptabilité du receveur.....	23
1. Registres de comptabilité.....	23
28 - 50 Grands-livres des recettes et dépenses. 1944-1946, 1951-1961, 1963-1967, 1969-1976.....	23
2. Comptes et pièces justificatives.....	25
51 - 52 Comptes annuels. 1960-1976.....	25
53 - 76 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1936-1976.....	25
D. Impositions et taxes.....	26
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	26
V. État civil.....	28
VI. Population.....	29
81 - 87 Registres de la population. 1900-1980.....	29
83 - 84 1931-1947.....	29
88 - 89 Registres des entrées. 1904-1977.....	29
VII. Élections.....	30
VIII. Affaires militaires et guerres.....	31
A. Service militaire.....	31
94 - 99 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1947, 1949-1979.....	31
B. Guerres et conséquences.....	31
IX. Ordre et sécurité publics.....	33
X. Santé publique.....	34
XI. Travaux publics, services d'utilité publique et aménagement du territoire.....	35
A. Travaux et inspection de la voirie.....	35
1. Voirie communale et vicinale.....	35
107 - 109 Dossiers relatifs aux travaux de modifications de voiries. 1948, 1949, 1952.....	35
110 - 112 Dossiers relatifs aux travaux de réfection extraordinaire. 1955, 1957, 1959.....	35
2. Voirie nationale.....	36
B. Travaux et inspection des cours d'eau.....	36
C. Services d'utilité publique.....	36
1. Distribution d'eau.....	36
2. Distribution d'électricité et d'éclairage public.....	37
3. Transports en commun.....	37
D. Aménagement du territoire.....	37
XII. Enseignement.....	38
139 - 141 Comptes annuels. 1974-1976.....	38
XIII. Économie.....	39
142 - 143 Dossiers relatifs au recensement général de l'agriculture. 1959, 1970.....	39
XIV. Affaires sociales.....	40
XV. Relations avec la paroisse.....	41
146 - 148 Budgets annuels. 1954-1977.....	41
149 - 151 Comptes annuels. 1954-1976.....	41

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Branchon. Dépôt 2022

Période:

1830 - 1977

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.876

Etendue:

- Numéros: 153.00
- Etendue inventoriée: 3.00 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Branchon, 1800 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Branchon

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Branchon dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Éghezée, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Branchon devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Dhuy, puis d'Éghezée en 1848 ¹. La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur ; des arrondissements administratif et judiciaire de Namur. Branchon relève par ailleurs du canton de milice de Dhuy à partir de 1817, puis d'Éghezée à partir de 1820, d'Éghezée-B à partir de 1870 et à nouveau d'Éghezée à partir de 1913 ².

La première église Saint-Jean de style gothique date de 1628. En 1750, elle est reconstruite en style néo-roman. Un orgue y est installé en 1890.

La commune compte 357 habitants en 1799, 466 en 1816, 526 en 1830, 647 en 1846, 592 en 1866, 581 en 1880, 576 en 1900, 484 en 1920, 389 en 1947 et 340 en 1961 ³. À la veille de la fusion des communes, Branchon compte 310 habitants ⁴.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le sénateur Joseph Zaman, industriel du sucre, décide de relier les sucreries d'Ambresin et de Boneffe à la ligne de chemin de fer Namur - Tirlemont par une petite voie ferrée dont le viaduc traverse le village de Branchon. La voie est inaugurée par le roi Léopold II en 1880. En 1917, les Allemands s'emparent de la ligne. Elle est finalement démantelée en 1923 ⁵.

Branchon est une localité presque exclusivement agricole. On y trouve des fermes des XVIIIe et XIXe siècle. Jusqu'en 1950, on y dénombrait plus de 100

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 VRIELINCK S., De territoriale indeling..., vol. 3, p. 1680-1681 ; OFFICE WALLON DE DÉVELOPPEMENT RURAL, Commune d'Éghezée. Données socio-économiques, Jambes, 1993.

4 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 et 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 246-247.

5 Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Namur, Bruxelles, 2008, p. 137.

exploitations mais on n'y compte plus que huit cultivateurs en 1980 ⁶. Au XIX^e siècle, Branchon comptait un moulin à farine, un pressoir à huile et une brasserie-meunerie ⁷.

En 1952, les Sœurs de la Providence qui tenaient l'école depuis 1822 quittent le village. L'école fermera en 1963 ⁸.

Le 1^{er} janvier 1977, la commune de Branchon est fusionnée avec les communes de Aische-en-Refail, Bolinne-Harlue, Boneffe, Dhuy, Éghezée, Hanret, Leuze, Liernu, Longchamps, Mehaigne, Noville-sur-Mehaigne, Saint-Germain, Tavier, Upigny et Waret-la-Chaussée pour former l'actuelle commune d'Éghezée.

La fusion forme une entité de 9.951 habitants pour 10.295 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites :

" La fusion tend à élever le degré d'urbanisation d'Éghezée afin qu'elle devienne un pôle capable, entre autres, de lutter contre l'isolement de cette région par rapport aux zones urbaines du sillon Sambre-et-Meuse. Pour favoriser l'expansion du plateau d'Éghezée, il y a lieu d'y renforcer l'équipement sanitaire, scolaire, socio-culturel, d'y développer les activités secondaires et tertiaires (promouvoir le parc industriel : Éghezée - Leuze - Longchamps et établir des commerces de deuxième et troisième urgence, etc.), de rationaliser l'agriculture (remembrement des terres, assainissement, etc.). Seule, la concentration des efforts, initiatives, ressources permettra les réalisations que postule l'essor de l'endroit " ⁹.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être

⁶ HASQUIN H., Communes de Belgique...

⁷ DELOOZ R., L'Entité d'Éghezée. Portrait des 16 villages, 1987, p. 31-34.

⁸ Idem, p. 31-37.

⁹ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹⁰.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

10 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les dossiers centraux des communes de Branchon et d'Éghezée constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

On sait peu de choses sur l'état des archives de la commune de Branchon au XIX^e siècle. La seule mention consiste en un inventaire manuscrit daté du 30 décembre 1830 et référant les archives " appartenant à la commune de Branchon, déposées chez M. Jean-Joseph Chauviaux, [...] bourgmestre ". Il y est fait mention, entre autres, des registres de l'état civil, de deux registres aux délibérations du Conseil communal dont un ancien en lambeaux, d'un tableau de la population de 1830 et d'une farde contenant les anciens tableaux, d'une liasse avec divers anciens budgets communaux dont ceux de 1818 à 1830, d'une liasse avec divers comptes communaux, des comptes de la fabrique d'église de 1820 à 1828, des pièces relatives à la conscription, à la milice, à la garde civique et à la garde communale, d'une farde contenant les nominations des membres du personnel et de matrices cadastrales. Un ajout de quinze entrées est effectué à la suite le 2 avril 1841. Il mentionne les pièces comptables communales, les pièces de milice et de garde civique, des dossiers relatifs aux travaux et d'autres relatifs aux élections. Tous ces ajouts concernent la période 1831 à 1841 ¹¹. Seul un des registres aux délibérations du Conseil communal nous est parvenu ¹².

Le 10 novembre 1969, une inspection est réalisée à la commune. Le rapport signale que les archives sont conservées " en bon ordre et bon état dans le local réservé au secrétariat communal, rangées dans une armoire métallique et sur des étagères en bois ". De nombreuses archives auraient été détruites au cours des deux guerres ¹³.

Un rapport d'inspection de l'archiviste Cécile Douxchamps-Lefèvre en date du 4

11 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune de Branchon ".

12 L'entrée n° 6 de l'inventaire de 1831 n'indique toutefois pas de date, mais le registre contenu dans le présent inventaire au n° 1 est commencé le 1^{er} mai 1830.

13 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune de Branchon ".

février 1977 indique que l'administration communale a acquis un château en voie d'aménagement pour accueillir le nouveau siège de l'entité. Des locaux d'archives y sont prévus.

Après 1977, force est de constater que les archives de toutes les communes fusionnées ont subi d'importantes pertes ou destructions, dont les causes ne nous sont pas connues.

Une nouvelle inspection est effectuée en 1990 par Françoise Jacquet-Ladrier. Les archives sont alors conservées dans la maison communale d'Éghezée depuis la fusion. Les documents sont en bon état mais cependant dispersés dans différents locaux en attendant la construction d'une annexe prévue pour leur conservation. Il n'y a pas d'ordre de classement des boîtes puisque toutes les anciennes communes sont mélangées ¹⁴.

En 2007, une inspection est effectuée par l'archiviste Emmanuel Bodart. Les archives courantes et intermédiaires sont gérées séparément par chacun des services ; les archives historiques, majoritairement en désordre, posent toujours problèmes et sont stockées dans les mêmes locaux que précédemment qui sont jugés " extrêmement poussiéreux " (une salle de la cave est d'ailleurs " fort humide ") ¹⁵.

Quelques mois avant l'intervention des Archives de l'État en 2017, des dégâts des eaux ont endommagé les registres de la population, de l'état civil ou encore de la milice. La première tâche effectuée dans le cadre de l'intervention décrite ci-dessous a consisté à nettoyer et à aspirer ces registres, pour certains page par page ¹⁶.

La commune d'Éghezée a signé, en date du 19 septembre 2017, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'accord du Collège communal et des Archives de l'État.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées aux Archives de l'État à Namur entre le 14 septembre et le 10 novembre 2017. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 25 février 2022 sous le n° 2022/6.

14 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Éghezée ".

15 Idem.

16 Idem.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Branchon entre 1830 et 1977. Quelques dossiers, entamés avant la fusion des communes, ont été poursuivis après le 1er janvier 1977 ; il s'agit de dossiers relatifs aux levées de milice (voir le n° 99) et d'un volume des registres de la population (n° 87).

Les documents du XIXe siècle sont peu nombreux et concernent surtout la fin du siècle. Il s'agit de registres aux délibérations du Conseil communal (n° 1 et 2), d'un registre aux délibérations du Collège échevinal (n° 5), d'un registre auxiliaire pour l'inscription des mort-nés (n° 79) et d'un atlas des cours d'eau (n° 119).

Force est de constater que peu d'archives nous sont parvenues. Celles-ci concernent essentiellement le XXe siècle et plus particulièrement la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les

périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille,

de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les

registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'élèves sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e et XX^e siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*.

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et l'atlas des chemins vicinaux. Ce dernier document est du reste désormais consultable sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁷. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services

17 <http://geoportail.wallonie.be>.

communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁸. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁹. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique

¹⁸ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

¹⁹ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 4 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1830-1976. 1er mai 1830 - 2 novembre 1859.	1 volume
2	26 décembre 1859 - 26 mai 1908.	1 volume
---	24 janvier 1909 - 19 novembre 1939.	
3	19 novembre 1939 - 13 juin 1952.	1 volume
4	25 août 1952 - 22 novembre 1976.	1 volume

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

5	5 - 7 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1865-1894, 1938-1977. 8 mai 1865 - 11 février 1894.	1 volume
6	25 mars 1938 - 15 décembre 1965.	1 volume
7	12 janvier 1966 - 14 janvier 1977.	1 volume

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 8 Dossier relatif à l'enquête de toponymie réalisée par l'Institut géographique militaire en vue d'établir une carte topographique de la Belgique. 1953-1970.

1 chemise

- 9 Enquête relative à la composition de la commune avant la fusion des communes. 1976.

1 cahier

B. ORGANISATION ET MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL

- 10 Fiches de renseignements relatives aux membres. 1953-1977.

1 chemise

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 11 Dossier relatif aux distinctions honorifiques décernées aux membres du personnel. 1956-1977.

1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL COMMUNAL

- 13 Dossier individuel de Jules Godefroid, garde champêtre. 1930-1959.

1 chemise

14 - 18 DOSSIERS RELATIFS AUX NOMINATIONS. 1941-1975.

- 14 Marie Berger et Paul Bonsir, commis du ravitaillement. 1941-1942, 1947.

1 chemise

- 15 Marie Huls et Marie Gossiat, nettoyeuses. 1946, 1960-1975.

1 chemise

- 16 Fernand Hoebaer, agent recenseur. 1959.

2 pièces

- 17 Léon Vanesse, fossoyeur. 1963.

1 pièce

- 18 Léon Vanesse, garde champêtre. 1963-1967.

1 chemise

-
- 19 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la prolongation du mandat de Fernand Hoebaer, messenger communal. 1963.
- 1 pièce

III. PATRIMOINE

- 20 Actes de cession de terrains pour cause d'utilité publique et plan afférent. 1938.
1 chemise
- 21 Dossier relatif à l'acquisition de l'assiette du chemin de fer vicinal désaffecté par la Société nationale de la petite propriété terrienne (SNPPT). 1954-1969.
1 chemise
- 22 22 - 23 LIVRES-SOMMIERS DES BIENS. [1966], [1972].
[1966].
1 cahier
- 23 [1972].
1 cahier
- 118 Dossier relatif aux emprises effectuées pour la réalisation des travaux d'élargissement de la route n° 427 et pour l'aménagement du carrefour des routes n° 427 et 524. 1967-1971.
1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 24 Extraits du registre aux délibérations du Collège échevinal relatifs au montant maximum que le receveur peut garder en caisse. 1965, 1967. 2 pièces

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

- 25 Dossier relatif à la superficie des chemins pour la répartition du Fonds des communes. 1957-1976. 1 chemise
- 26 Certificat d'inscription au capital de la SA de crédit de Hesbaye-Condroz à Éghezée. 1962. 1 pièce
- 27 Budgets annuels. 1972-1977. 1 liasse

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 28 28 - 50 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1944-1946, 1951-1961, 1963-1967, 1969-1976. 1944-1946. 1 chemise
- 29 1951. 1 chemise
- 30 1952. 1 chemise
- 31 1953. 1 chemise
- 32 1954. 1 chemise
- 33 1955. 1 chemise
- 34 1957.

		1 chemise
35	1958.	1 chemise
36	1959.	1 chemise
37	1960.	1 chemise
38	1961.	1 chemise
39	1963.	1 chemise
40	1964.	1 chemise
41	1965.	1 chemise
42	1966.	1 chemise
43	1967.	1 chemise
44	1969.	1 chemise
45	1970.	1 chemise
46	1971.	1 liasse
47	1972.	1 liasse
48	1973.	1 chemise
49	1975.	1 chemise
50	1976.	1 chemise

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

51	51 - 52 COMPTES ANNUELS. 1960-1976. 1960-1969.	1 liasse
52	1970-1976.	1 liasse
53	53 - 76 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1936- 1976. 1936.	1 liasse
54	1937.	1 chemise
55	1938.	1 liasse
56	1939.	1 liasse
57	1940.	1 liasse
58	1941.	1 chemise
59	1942.	1 liasse
60	1943.	1 liasse
61	1944.	1 liasse
62	1945.	1 liasse
63	1946.	1 liasse
64	1947.	

		1 liasse
65	1948.	1 liasse
66	1949.	1 liasse
67	1950.	1 liasse
68	1953.	1 pièce
69	1955.	1 chemise
70	1956.	1 liasse
71	1960.	1 pièce
72	1962.	1 liasse
73	1967.	1 chemise
74	1968.	1 liasse
75	1974.	1 liasse
76	1976.	1 liasse
77	<i>D. IMPOSITIONS ET TAXES</i> Instructions et relevé des propriétaires des bois et forêts en vue de prélever la taxe provinciale sur les bois et forêts. 1961.	2 pièces
78	<i>E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Matrice cadastrale mécanographique. 1971-1977.	1 volume

- 79** V. ÉTAT CIVIL
Registre auxiliaire pour l'inscription des mort-nés. 1865-1910.
1 volume
- 80** Actes d'adjudication pour les transports funèbres décernés à Guy
Pirson. 1965.
2 pièces

VI. POPULATION

81	81 - 87 REGISTRES DE LA POPULATION. 1900-1980. 1900-1920.	1 volume
82	1921-1930.	1 volume
83	83 - 84 1931-1947. Volume 1.	1 volume
84	Volume 2.	1 volume
85	1948-1960.	1 volume
86	1961-1970.	1 volume
87	1971-1980.	1 volume
88	88 - 89 REGISTRES DES ENTRÉES. 1904-1977. 1904-1955.	1 volume
89	1956-1977.	1 volume
90	Registre des sorties. 1956-1977.	1 volume
91	Statistiques des mouvements de la population. 1947-1967.	1 liasse

VII. ÉLECTIONS

92

Relevé des électeurs qui n'ont pas pris part à l'élection du 11 octobre 1964. 1964.

1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

- 93 Registre des militaires en congé illimité. 1914-1917. 1 volume
- 94 94 - 99 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1947, 1949-1979. 1924-1929. 1 chemise
- 95 1930-1939. 1 chemise
- 96 1940-1947, 1949. 1 chemise
- 97 1950-1959. 1 chemise
- 98 1960-1969. 1 chemise
- 99 1970-1979. 1 chemise
- 100 Dossier relatif aux rappels sous les armes de militaires disponibles ou en congé illimité. 1970-1975. 1 chemise
- 101 *B. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
Pièces relatives aux sépultures de soldats français tombés au cours des deux guerres mondiales sur le territoire de la commune. 1962. 2 pièces
- 102 Listes des anciens combattants, déportés et prisonniers de guerre des deux guerres mondiales habitant la commune. 1962-1970. 1 chemise
- 103 Lettre du secrétaire de la Fédération nationale des Combattants au bourgmestre relative à l'octroi de décorations aux anciens combattants, avec réponse. 1971. 2 pièces
- 104 Tableau d'honneur des habitants tombés pendant les deux guerres

mondiales. [2de moitié XXe siècle].

1 pièce

105

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

Dossier relatif aux détenteurs de pigeons. 1955-1974.

1 chemise

- 106 X. SANTÉ PUBLIQUE
Adjudication pour l'enlèvement et le transport des immondices
pour les années 1971-1973. 1971.
- 1 pièce

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

A. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE

1. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE

*107 - 109 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE MODIFICATIONS
DE VOIRIES. 1948, 1949, 1952.*

107 Chemin n° 13. 1948. 1 chemise

108 Chemin n° 19. 1949. 1 chemise

109 Chemin n° 20. 1952. 1 chemise

*110 - 112 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RÉFECTION
EXTRAORDINAIRE. 1955, 1957, 1959.*

110 Chemins n° 2 et 9. 1955. 1 chemise

111 Chemin n° 1. 1957. 1 chemise

112 Chemins n° 1, 14 et 16. 1959. 1 chemise

113 Dossier relatif aux travaux de réfection des chemins vicinaux
ordinaires. 1958-1960. 1 chemise

114 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 16. 1966-
1968. 1 liasse

115 Dossier relatif aux travaux de canalisation des chemins n° 1 et 12
dits du Bâty. 1968-1970. 1 chemise

116 Dossier relatif aux travaux de modernisation de la route n° 524
reliant Branchon et Forville. 1969-1973. 1 chemise

2. VOIRIE NATIONALE

- 117 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de la route de l'État n° 427 reliant Tavier à Wasseiges en passant par Branchon. 1956-1972.
1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

- 119 Atlas des cours d'eau non navigables. 1890.
1 volume
- 120 Dossier relatif à l'adoption du tableau descriptif et des plans en détail des cours d'eau non navigables. 1957.
1 chemise
- 121 Règlement de police relatif aux cours d'eau non navigables. 1960.
1 chemise
- 122 Dossier relatif à l'enquête déterminant les points d'origines des cours d'eau non navigables. 1969-1970.
1 chemise

C. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 123 Pièces relatives à l'avant-projet d'installation d'un réseau de distribution en eau potable réalisé par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1948.
1 chemise
- 124 Dossier relatif à la participation de la commune au remboursement des emprunts consolidés par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1952-1956.
1 chemise
- 125 Dossier relatif à la participation de la commune aux assemblées générales de la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1955-1969.
1 chemise
- 126 Dossier relatif aux travaux d'installation du réseau réalisés par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1956-1964.
1 chemise
- 127 Plans terriers du réseau. 1971.
1 chemise

-
- 128 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET D'ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif aux travaux de renforcement du réseau basse tension. 1959-1962.
1 chemise
- 129 Pièces relatives à la participation de la commune aux assemblées générales de l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1961-1975.
2 pièces
- 130 Dossier relatif aux travaux de modernisation et de renforcement de l'éclairage public. 1970-1974.
1 chemise
- 131 Pièces relatives à l'installation de postes de transformation aériens au lieudit " Église ". 1974.
1 chemise
- 132 Plan du réseau basse tension. 1975.
1 pièce
- 133 3. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif à la participation et aux souscriptions faites avec la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV). 1928-1967.
1 chemise
- 134 Dossier relatif à la construction d'abris pour voyageurs aux arrêts du service d'autobus. 1963-1966.
1 chemise
- 135 *D. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
Dossier relatif à la demande de dispense d'établissement de plans communaux d'aménagement. 1962-1963.
1 chemise
- 136 Dossier relatif à l'élaboration d'un plan d'aménagement du secteur de Namur. 1968.
1 liasse
- 137 Dossier relatif à l'enquête publique pour le projet de plan de secteur de Namur. 1976.
1 chemise

138	XII. ENSEIGNEMENT Dossier relatif aux contrôles de l'utilisation des subventions de fonctionnement. 1967-1975.	1 chemise
139	139 - 141 COMPTES ANNUELS. 1974-1976. 1974.	1 chemise
140	1975.	1 chemise
141	1976.	1 chemise

XIII. ÉCONOMIE

*142 - 143 DOSSIERS RELATIFS AU RECENSEMENT GÉNÉRAL DE
L'AGRICULTURE. 1959, 1970.*

142

1959.

1 chemise

143

1970.

1 chemise

144

Dossier relatif au remembrement légal des biens ruraux. 1974-
1976.

1 chemise

XIV. AFFAIRES SOCIALES

145

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'octroi de subsides à l'ASBL " Aide aux jeunes " par le Crédit Communal de Belgique. 1971.

1 pièce

XV. RELATIONS AVEC LA PAROISSE

146	146 - 148 BUDGETS ANNUELS. 1954-1977. 1954-1959.	1 chemise
147	1960-1969.	1 chemise
148	1970-1977.	1 chemise
149	149 - 151 COMPTES ANNUELS. 1954-1976. 1954-1959.	1 chemise
150	1960-1969.	1 chemise
151	1970-1976.	1 chemise
152	Dossier relatif aux membres du Conseil de Fabrique. 1967-1975.	1 chemise
153	Dossier relatif à la vente de quatre parcelles cadastrées section A, n° 132 et 135a et section B, n° 152a. 1971.	1 chemise